



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 7 juillet 1997

Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Permis de bâtir, mai 1997**

La valeur des intentions de construction résidentielle a augmenté en mai pour un deuxième mois d'affilée. Par contre, cette progression a été effacée par un recul important des intentions de construction non résidentielle, qui ont atteint leur deuxième plus faible niveau de l'année.

2
- **Traverser le seuil de faible revenu, 1993-1994**

Un Canadien sur quatre ayant eu un faible revenu en 1993 a réussi à franchir le seuil de faible revenu l'année suivante. Mais le risque de demeurer dans une situation de faible revenu pendant deux années consécutives était élevé chez certains groupes, en particulier les enfants de moins de six ans.

5

AUTRES COMMUNIQUÉS

Chargements ferroviaires, période de sept jours se terminant le 21 juin 1997 8

NOUVELLES PARUTIONS 9

Info-voyages

Été 1997

L'édition de l'été 1997 du bulletin trimestriel d'information de Statistique Canada sur le tourisme, *Info-voyages*, présente l'article: «Les voyages des Canadiens à l'hiver 1996... en baisse à l'intérieur du pays et en hausse à l'extérieur du pays». Cet article examine les tendances et les changements des voyages des Canadiens au premier trimestre de 1996 par rapport à celui de 1994. De plus, ce numéro présente l'article «La culture en mouvement», qui traite des changements survenus dans l'offre de la programmation télévisuelle.

Chaque trimestre, *Info-voyages* analyse les tendances de l'indice des prix des voyages. On y présente également les plus récents indicateurs de voyages ainsi que le compte des voyages internationaux. De plus, l'édition *Info-voyages* présente, en une page, un résumé des indicateurs nationaux du tourisme pour la demande touristique au Canada ainsi que pour l'emploi généré par le tourisme.

L'édition de l'été d'*Info-voyages*, vol. 16, n° 3 (87-003-XPB, 13 \$ / 42 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Monique Beyrouiti au (613) 951-1673, Culture, tourisme et centre des statistiques sur l'éducation. Télécopieur: (613) 951-2909. Internet: beyrmon@statcan.ca.



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Permis de bâtir

Mai 1997

La valeur des intentions de construction résidentielle a augmenté en mai pour un deuxième mois d'affilée. Par contre, cette progression a été effacée par un recul important des intentions de construction non résidentielle, qui ont atteint leur deuxième plus faible niveau de l'année.

En ce qui a trait au secteur résidentiel, les municipalités ont émis des permis pour 1,6 milliard de dollars, en hausse de 1,4 % par rapport à avril. Le mouvement haussier des intentions de construction a coïncidé avec un repli des taux hypothécaires à court et à long termes. Le secteur résidentiel affiche de bons résultats depuis le début de 1997, avec quatre hausses mensuelles sur une possibilité de cinq.

Par contre, après avoir enregistré quatre augmentations consécutives, la valeur des permis de construction non résidentielle est tombée à 885 millions de dollars. Il s'agit d'une baisse de 28,6 % par rapport au mois d'avril, qui avait affiché une performance exceptionnelle en atteignant le niveau le plus élevé en près de sept ans. En mai, les intentions de construction non résidentielle sont restées supérieures à celles de janvier, qui a été le mois le plus faible cette année. Elles soutiennent également bien la comparaison avec tous les autres mois de l'an dernier.

Dans l'ensemble, les municipalités ont émis des permis pour 2,4 milliards de dollars. Ce recul de 12,0 % s'explique par la baisse dans la construction non résidentielle.

Note aux lecteurs

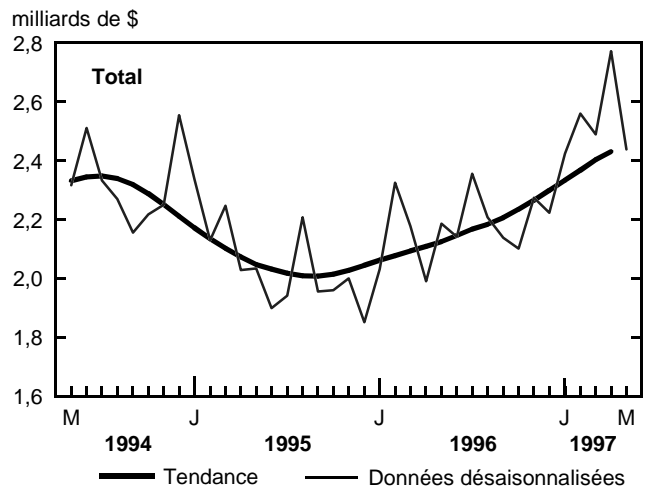
Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 400 municipalités représentant 93 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les municipalités qui représentent les 7 % résiduels de la population sont très petites et leur niveau d'activité dans le secteur a une faible incidence sur l'ensemble.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, aqueduc, égouts, ouvrages de drainage) ni le coût du terrain.

Le taux annuel est un chiffre mensuel corrigé des variations saisonnières et multiplié par 12 pour rendre compte des niveaux annuels.

Les perspectives de la valeur totale des permis demeurent positives malgré une baisse en mai



Les intentions de construction résidentielle demeurent la locomotive de l'industrie de la construction

La composante multifamiliale, qui est deux fois moins grosse que la composante unifamiliale, a ouvert la voie en mai, avec une augmentation de 7,8 % pour atteindre 451 millions de dollars. Par contre, la composante unifamiliale a connu un repli de 1,0 % pour s'établir à 1,1 milliard de dollars. Depuis décembre dernier, les deux composantes suivent une

tendance généralement ascendante, marquée par quatre augmentations et un recul.

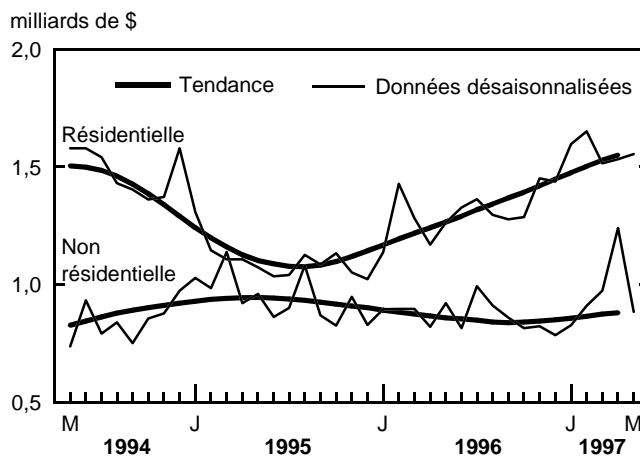
À l'échelle provinciale en mai, la Colombie-Britannique (+13,9 %), l'Alberta (+6,4 %) et la Nouvelle-Écosse (+31,8 %) ont contribué le plus à l'activité du secteur résidentiel. Cependant, la progression a été tempérée par des reculs en Ontario (-4,4 %) et au Québec (-3,6 %).

Malgré les mouvements opposés des composantes unifamiliale et multifamiliale, le secteur de la construction résidentielle conserve un rendement positif jusqu'à ce jour. De janvier à mai 1997, la valeur des permis de construction résidentielle a atteint 7,8 milliards de dollars, en hausse de 24,9 % par rapport aux cinq premiers mois de 1996. Le rendement a été bon dans les deux composantes, mais celui de la composante unifamiliale, dont la progression de 28,2 % a porté la valeur à 5,8 milliards de dollars, a été meilleur que celui de la composante multifamiliale, en hausse de 16,4 % pour s'établir à 2,0 milliards de dollars.

D'autres indicateurs ont confirmé la vigueur du marché de l'habitation. Selon l'Association canadienne de l'immeuble, le marché de la revente a été intense sur les principaux marchés. Au cours des cinq premiers mois, il y a eu 101 037 transactions. Il s'agit d'une hausse de 19,8 % par rapport à la même période de l'an dernier et du plus haut niveau depuis 1988. Par comparaison, il n'y a eu que 63 945 transactions au cours des cinq premiers mois de 1995, ce qui représente le niveau le plus bas depuis 1988.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement avait aussi des nouvelles positives pour le secteur résidentiel. Le nombre de mises en chantier d'habitations a augmenté de 4,6 %, après avoir subi deux diminutions consécutives. Le niveau de mises en chantier pour les cinq premiers mois de 1997 a été de 32,6 % plus élevé qu'au cours de la même période un an plus tôt.

Le secteur résidentiel demeure dynamique



Net repli du secteur non résidentiel

Après quatre augmentations consécutives, le secteur non résidentiel a perdu de son élan, et chacune des trois composantes a reculé. Les intentions de construction commerciale sont les plus touchées et ont dégingolé de 29,0 %, pour s'établir à 441 millions de dollars. Les replis ont aussi été remarquables du côté des permis de construction industrielle (en baisse de 30,8 % pour se chiffrer à 256 millions de dollars) et des intentions de construction institutionnelle (en baisse de 24,7 % pour s'établir à 188 millions de dollars).

Les replis les plus marqués sont survenus en Ontario (-45,5 %), en Alberta (-49,8 %) et au Québec (-18,2 %). La construction non résidentielle a augmenté en Colombie-Britannique (+32,8 %) et au Manitoba (+40,2 %).

Comme dans le secteur de l'habitation, les intentions de construction non résidentielle pour les cinq premiers mois de 1997 ont dépassé celles de la même période de 1996. La composante industrielle a ouvert la voie, atteignant 1,3 milliard de dollars, à la faveur d'une progression de 22,0 %. Elle a déclassé les deux autres composantes : institutionnelle (en hausse de 5,9 % pour totaliser 1,1 milliard de dollars) et commerciale (en hausse de 4,5 % pour se chiffrer à 2,4 milliards de dollars).

Données stockées dans CANSIM: matrices 80 (niveaux 3 à 7, 16 à 22 et 24 à 32), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de mai 1997 de *Permis de bâtir* (64-001-XPB, 25 \$ / 248 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications*.

Les estimations sur les permis de bâtir de juin seront diffusées le 5 août 1997. Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689. Internet: *burejoa@statcan.ca*. Pour obtenir des renseignements de nature analytique, communiquez avec Sylvain Cloutier au (613) 951-2025, Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital. Internet: *clousyl@statcan.ca*.

Valeur des permis de bâtir

	Avril 1997	Mai 1997	Avril 1997 à mai 1997	Mai 1996 à mai 1997
données désaisonnalisées				
	millions de \$		variation en %	
Canada	2 772	2 438	-12, 0	11, 5
Résidentiel	1 532	1 554	1,4	22,9
Non résidentiel	1 240	885	-28,6	-4,1
Terre-Neuve	16	20	30,1	10,6
Résidentiel	10	11	10,5	-9,1
Non résidentiel	6	9	64,3	48,3
Île-du-Prince-Edouard	5	13	169,8	50,7
Résidentiel	4	5	44,2	8,7
Non résidentiel	1	8	585,1	106,4
Nouvelle-Écosse	42	49	17,7	6,8
Résidentiel	26	34	31,8	12,0
Non résidentiel	16	16	-4,4	-2,9
Nouveau-Brunswick	51	29	-42,2	-9,6
Résidentiel	21	18	-16,6	7,4
Non résidentiel	30	12	-60,5	-27,0
Québec	494	439	-11,2	5,2
Résidentiel	239	230	-3,6	12,8
Non résidentiel	255	208	-18,2	-2,1
Ontario	1 226	940	-23,3	17,4
Résidentiel	663	634	-4,4	42,0
Non résidentiel	563	307	-45,5	-13,6
Manitoba	50	60	20,1	16,4
Résidentiel	26	27	1,8	1,6
Non résidentiel	24	33	40,2	31,6
Saskatchewan	47	45	-3,8	-22,5
Résidentiel	25	19	-22,8	-1,1
Non résidentiel	22	26	17,8	-33,3
Alberta	399	313	-21,5	42,1
Résidentiel	201	214	6,4	40,7
Non résidentiel	198	99	-49,8	45,2
Colombie-Britannique	439	524	19,3	-0,3
Résidentiel	315	359	13,9	3,0
Non résidentiel	124	165	32,8	-6,7
Yukon	3	4	20,8	4,1
Résidentiel	2	3	44,1	7,1
Non résidentiel	1	1	-14,3	-2,7
Territoires du Nord-Ouest	1	2	81,9	-54,0
Résidentiel	1	1	12,6	-30,6
Non résidentiel	0	1	519,8	-66,9

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement. ■

Traverser le seuil de faible revenu

1993-1994

Le Canada a enregistré un taux de roulement de 25 % de la population à faible revenu entre 1993 et 1994, basé sur le revenu après impôt. Plus d'un million de Canadiens sont passés en dessous du seuil de faible revenu, tandis qu'un nombre presque comparable a pu se sortir de ses difficultés financières en franchissant ce seuil en sens inverse.

Au cours d'une année donnée, combien de personnes traversent le seuil de faible revenu au Canada? Qui sont-elles? Quels sont les facteurs qui déclenchent ces passages en dessous ou au-dessus du seuil? Voilà autant de questions qui sont analysées dans un nouveau rapport basé sur les données de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR).

De tous les groupes d'âge, ce sont les moins de six ans qui couraient le plus le risque de se trouver dans une situation de faible revenu pendant deux années consécutives, en l'occurrence 1993 et 1994. Les femmes étaient plus nombreuses que les hommes à faire partie de la population à faible revenu pendant ces deux années.

Les passages en dessous et au-dessus du seuil de faible revenu étaient généralement dus à un changement notable du revenu familial. Bien que l'activité sur le marché du travail ait été à l'origine de certains de ces mouvements, elle n'explique pas tout. D'importants changements dans la composition des familles, notamment les mariages et les séparations, ont eu des répercussions considérables sur le revenu familial entre 1993 et 1994.

Un certain roulement des individus au sein de la population à faible revenu

Les données de l'EDTR font ressortir que, d'une année à l'autre, ce ne sont pas toujours les mêmes personnes qui se trouvent dans une situation de faible revenu. Quelque 1,2 million de Canadiens qui se trouvaient au-dessus du seuil de faible revenu de Statistique Canada en 1993 sont passés en dessous en 1994, alors que 846 000 ont réussi à passer au-dessus du seuil de faible revenu cette même année. De plus, 2,3 millions d'autres personnes avaient un revenu inférieur au seuil de faible revenu en 1993 comme en 1994.

Par conséquent, un total de plus de 4,4 millions de personnes, soit 16 % environ de la population canadienne, ont vécu en dessous du seuil de faible revenu pendant au moins une de ces deux années.

Les seuils de faible revenu (SFR) sont fixés à l'aide des données provenant de l'Enquête sur les

Note aux lecteurs

Statistique Canada publie aujourd'hui le second volet des résultats de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR), qui jette un nouvel éclairage sur les situations de faible revenu qu'ont connu les Canadiens au cours de la période biennale de 1993 et 1994. Il s'agit d'un premier regard posé sur les passages au-dessous et au-dessus du seuil de faible revenu au cours de ces deux années ainsi que sur certains des événements importants dans la vie familiale ou professionnelle qui ont eu une incidence sur la stabilité du revenu familial.

La population cible de cette étude est composée d'environ 35 000 personnes de tous âges qui ont été sélectionnées en 1993 et interrogées en 1994 et 1995 en vue d'obtenir des données sur leurs caractéristiques démographiques, leur revenu familial et leurs activités sur le marché du travail.

L'EDTR est une enquête longitudinale qui brosse un tableau des emplois des Canadiens, de leurs changements de revenu et des événements familiaux qui surviennent au fil du temps. Les mêmes personnes sont interrogées d'une année à l'autre afin que l'on puisse enregistrer les transitions sur le marché du travail au Canada ainsi que d'autres changements que connaissent les personnes et les familles.

La première « vague » des données de l'EDTR a été diffusée le 11 avril 1996 (changement au sein de la structure familiale) et le 16 juin 1996 (transitions dans la population active du Canada). La diffusion d'aujourd'hui ajoute une deuxième vague au tableau. Les résultats de la troisième vague sont prévus pour le mois de mars 1998, et ceux de la quatrième vague, en décembre 1998. À ce moment, l'EDTR présentera les expériences familiales et sur le marché du travail pour une période de quatre années, soit de 1993 à 1996.

Les seuils de faible revenu

Les seuils de faible revenu (SFR) sont fixés à l'aide des données provenant de l'Enquête sur les dépenses des familles de Statistique Canada. Ils ont pour objet de déterminer le niveau de revenu à partir duquel une famille est susceptible de se trouver en situation précaire puisqu'elle doit consacrer une plus grande proportion de son revenu aux besoins de base (nourriture, logement et habillement) qu'une famille moyenne de taille semblable. Le SFR varie selon la taille de la famille et la taille de la communauté.

Bien que les SFR soient souvent désignés comme des seuils de pauvreté, ils n'ont pas de valeur officielle en tant que tels, et Statistique Canada n'en recommande pas l'utilisation à cette fin.

dépenses des familles de Statistique Canada. Ils ont pour objet de déterminer le niveau de revenu à partir duquel une famille est susceptible de se trouver en situation précaire puisqu'elle doit consacrer une plus grande proportion de son revenu aux besoins de base (nourriture, logement et habillement) qu'une famille moyenne de taille semblable. Le SFR varie selon la taille de la famille et la taille de la communauté.

Bien que les SFR soient souvent désignés comme des seuils de pauvreté, ils n'ont pas de valeur

officielle en tant que tels, et Statistique Canada n'en recommande pas l'utilisation à cette fin.

Mouvements à l'intérieur et à l'extérieur des seuils de faibles revenus (SFR) entre 1993 et 1994¹

	1994			
	en dessous du SFR		au-dessus du SFR	
	en milliers	%	en milliers	%
1993				
en dessous du SFR	2 286	8,5	846	3,2
au-dessus du SFR	1 238	4,6	22 492	83,7

¹ Les estimations font référence aux personnes de tous les âges, incluant les personnes seules et membres de familles. Une personne est considérée comme étant au-dessus ou en dessous du SFR en fonction de son revenu familial après impôt.

Les franchissements (dans les deux sens) du seuil de faible revenu étaient généralement le fait d'un changement substantiel du revenu familial plutôt que d'une légère fluctuation autour des seuils de faible revenu. Dans le cas de ceux qui sont passés sous le seuil de faible revenu entre 1993 et 1994, la diminution médiane du revenu familial a été de 8 200 \$ (rajustée pour tenir compte de la taille de la famille). Ceux qui ont traversé le seuil en sens inverse ont connu une augmentation médiane de leur revenu de 6 200 \$.

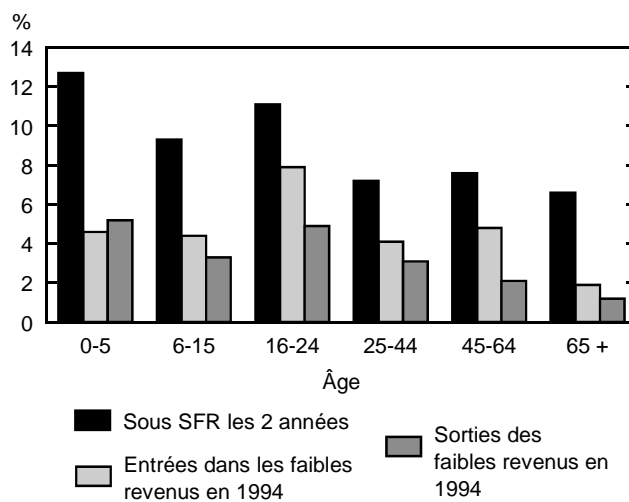
Il s'agit de montants non négligeables, ce qui laisse supposer que des événements majeurs ont été à l'origine du changement de situation.

Les femmes et les enfants sont les plus touchés par les faibles revenus

Les femmes, les enfants et les jeunes de 16 à 25 ans ont été les plus touchés par les situations de revenu insuffisant. Une forte proportion d'enfants de moins de six ans vivaient dans des familles à faible revenu et avaient tendance à demeurer sous le seuil de faible revenu.

Selon les données, 22 % de tous les enfants âgés de moins de six ans faisaient partie d'une famille à faible revenu soit en 1993, soit en 1994. Environ 13 % de ces enfants se sont situés sous le seuil pendant les deux années, ce qui est bien supérieur à la moyenne de 9 % enregistrée pour les personnes de tous âges.

Incidence du faible revenu par groupe d'âge



Le groupe des 16 à 24 ans se démarque aussi. Environ 24 % de ces jeunes adultes se situaient en dessous du seuil de faible revenu pendant au moins une des deux années. Près de 8 % des personnes de ce groupe d'âge sont passées sous le seuil de faible revenu en 1994, tandis que 5 % ont franchi le seuil en sens inverse. Ensemble, ces deux groupes en transition dépassent en nombre celui qui est demeuré sous le seuil de faible revenu en 1993 et 1994.

Parmi les personnes qui ont eu un faible revenu à la fois en 1993 et en 1994, les femmes sont plus nombreuses que les hommes. Du groupe des 65 ans et plus, 10 % des femmes ont été sous le seuil de faible revenu durant les deux années, comparativement à 2 % des hommes. Il n'est pas surprenant de constater que pour ce groupe d'âge, la proportion de ceux passant d'un côté à l'autre du seuil de faible revenu a été relativement faible, comparativement aux autres groupes démographiques.

L'activité sur le marché du travail n'explique pas tout

L'activité sur le marché du travail a été à l'origine d'une proportion non négligeable des mouvements en dessous et au-dessus du seuil de faible revenu. Parmi les personnes qui sont passées au-dessus du seuil en 1994, une sur trois comptait au moins un nouveau soutien financier dans la famille par rapport à 1993.

Mis à part le nombre de soutiens contribuant au revenu familial, un peu moins de la moitié des personnes étant passées au-dessus du seuil de faible revenu étaient membres de familles où le nombre d'heures travaillées par tous les membres a augmenté

d'au moins 500 (soit à peu près l'équivalent de 4 mois de travail à temps plein).

Toutefois, l'activité sur le marché du travail n'est pas le seul facteur. En fait, un changement dans la composition de la famille augmentait sensiblement les probabilités de franchir le seuil de faible revenu (dans un sens comme dans l'autre). De 1993 à 1994, environ un Canadien sur six a connu des changements dans la composition de sa famille. Parmi ceux dont la structure familiale a changé, 17 % ont aussi vécu une transition sur le plan du revenu, ce qui est bien supérieur aux 9 % de la population en général. En d'autres termes, 41 % de toutes les personnes qui sont passées sous le seuil de faible revenu en 1994 ont connu un changement dans la composition de leur famille, tout comme 28 % de celles qui sont passées au-dessus du seuil de faible revenu.

Un nouveau partenaire ou une séparation peuvent déclencher un changement de situation

Chez plus de la moitié des personnes qui ont connu un changement dans la composition de leur famille, l'événement familial a été marquant, c'est-à-dire qu'il s'est produit une séparation, un mariage, une naissance ou un décès.

Les mariages (ou les nouvelles unions de fait) peuvent résulter en une amélioration ou une détérioration de la situation financière d'une personne, bien que l'effet soit, de loin, plus souvent positif. Deux tiers des personnes ayant été sous le seuil de faible revenu en 1993 et vécu un mariage au sein de la famille ont passé au-dessus du seuil en 1994. De plus, les données de l'EDTR viennent confirmer les résultats d'autres études qui montrent que la séparation entraîne souvent un passage sous le seuil de faible revenu.

De toutes les personnes qui ont vécu une séparation (ou la dissolution d'une union de fait) dans leur famille, une sur quatre ayant été au-dessus du seuil en 1993 a intégré la catégorie des faibles revenus

l'année suivante. Très peu ont vécu une séparation et sont sorties des faibles revenus. Il importera d'examiner les données des années subséquentes pour déterminer s'il s'agit d'un effet passager ou durable.

Déménagement et faible revenu évoluent en tandem

Étant donné que les événements familiaux d'importance entraînent généralement un changement de logement pour au moins une personne, on peut s'attendre à ce que le changement de logement et le franchissement du seuil de faible revenu aillent de pair. C'est ce qui ressort des données de l'EDTR.

Parmi l'ensemble des personnes qui se situaient au-dessus du seuil de faible revenu en 1993 et en 1994, 10 % environ ont déménagé à un moment ou à un autre en 1994. Quoique cette proportion ne soit pas négligeable (et qu'elle corresponde à 2,2 millions de personnes ayant déménagé), elle est bien en deçà du taux de mobilité des personnes qui se sont situées sous le seuil de faible revenu pendant au moins une des deux années.

Les taux les plus élevés ont été enregistrés chez les personnes qui sont passées sous le seuil en 1994, après avoir été au-dessus de celui-ci en 1993. Parmi ces personnes, près d'une sur trois avait déménagé en 1994. La mobilité chez les personnes sous le seuil de faible revenu était aussi très élevée: 22 % des personnes qui se situaient sous le seuil les deux années ont déménagé en 1994.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Nathalie Noreau au (613) 951-4607, Maryanne Webber au (613) 951-2899 ou Philip Giles au (613) 951-2891. Pour obtenir un exemplaire du rapport complet (75F0002M, numéro 97-11; 5 \$), communiquez avec l'unité de diffusion de l'enquête au (613) 951-7355 ou au 1 888 297-7355 (numéro sans frais). ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Chargements ferroviaires

Période de sept jours se terminant le 21 juin 1997

Les quantités de marchandises transportées en wagons complets (à l'exclusion du trafic intermodal) pendant la période de sept jours se terminant le 21 juin 1997 ont augmenté de 11,6 % par rapport à la même période en 1996, pour atteindre 4,7 millions de tonnes métriques. Le nombre de wagons chargés a augmenté de 10,2 %.

Les 323 000 tonnes métriques dont le transport a été assuré par mode intermodal (rail-route) représentent une augmentation de 8,2 % par rapport à

la même période en 1996. Le total cumulatif de l'année révèle une augmentation de 15,2 %.

L'ensemble du trafic (en charge complète et intermodal) a augmenté de 11,4 % pendant la période de référence. Le total cumulatif de l'année est passé à 119 millions de tonnes métriques, une augmentation de 3,7 % par rapport à l'année précédente.

Toutes les données cumulées ont été révisées.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Yasmin Sheikh au (613) 951-2518, Sous-section du transport ferroviaire, Division des transports. Télécopieur: (613) 951-0579. ■

NOUVELLES PARUTIONS

Produit intérieur brut par industrie, avril 1997
Numéro au catalogue: 15-001-XPB
 (Canada: 15\$/145\$; à l'extérieur du Canada: 15\$US/145\$US).

Info-voyages, été 1997
Numéro au catalogue: 87-003-XPB
 (Canada: 13\$/42\$; à l'extérieur du Canada: 13\$US/42\$US).

Indices des prix de l'industrie, avril 1997
Numéro au catalogue: 62-011-XPB
 (Canada: 22\$/217\$; à l'extérieur du Canada: 22\$US/217\$US).

Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada* (11-204F, Canada 16\$; à l'extérieur du Canada: 16\$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

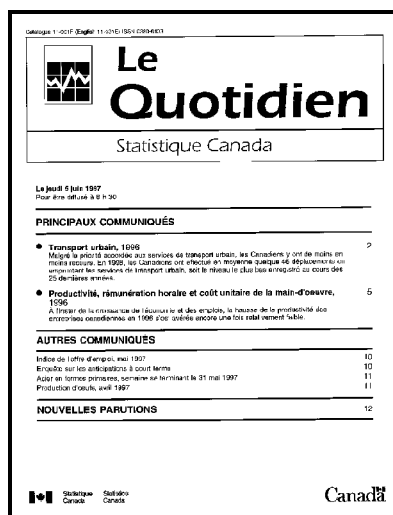
Pour commander les publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez:	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	1 800 889-9734
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	1 800 700-1033
Internet:	order@statcan.ca

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division des opérations et de l'intégration, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour recevoir *Le Quotidien* via l'Internet, envoyez un message par courrier électronique à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédacteur: Charles Dubuc (613) 951-1187
 Chef de la Diffusion officielle: Chantal Prévost (613) 951-1088

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1997. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.